
LA SERBIE ET LA PERSPECTIVE DE SON ENTRÉE DANS L'UE DANS LE CONTEXTE DE LA CRISE

S. Redzepagic, M. Danon, J. Zafiroski

Université de Nice Sophia Antipolis, CEMAFI, Nice, France
24 avenue des diables bleus 06300 NICE

Dans cette communication, nous analysons la situation de la Serbie, suite à la crise mondiale, d'abord financière, puis économique, qui s'est propagée des Etats-Unis vers l'Europe, compte tenu du fait que la Serbie, comme plusieurs de ses voisins issus de l'ancienne Yougoslavie, souhaite développer un ensemble de relations économiques, financières et politiques avec les pays de l'Union européenne (UE), Union dans laquelle ils souhaitent entrer dans quelques années.

Cette analyse portera successivement sur les points suivants: les effets sur l'économie serbe de la troisième année de la crise et leurs conséquences sur le processus d'intégration européenne, l'importance de la relance de l'industrie manufacturière et de ses conséquences sur l'emploi et la croissance industrielle, les finances publiques, les prix et les investissements directs étrangers. Nous concluons en analysant les conséquences de ces événements sur le parcours à venir de l'économie serbe en vue de son intégration à l'économie européenne.

Mots clés: la Serbie, l'EU, la crise, l'intégration.

Les effets de trois ans de crise sur l'économie serbe et ses transformations. Les défis et les priorités de la politique économique du gouvernement serbe, dans le contexte d'un effort de relance économique, sont les suivants: la stabilité macroéconomique, une croissance dynamique, l'accroissement des exportations et des investissements, la baisse du chômage et la hausse du niveau de vie, un développement régional équilibré et un niveau soutenable du déficit budgétaire. Ceci est la réponse du gouvernement serbe à une des questions posées par la Commission Européenne.

La crise mondiale a révélé toutes les insuffisances du modèle économique qui était en place depuis l'an 2000. La déficience de ce modèle de croissance est maintenant payée par la plus grave situation économique que la Serbie ait connue depuis le début de la transition. Alors que la croissance était basée sur le secteur des services et sur la production de biens non échangeables, et alors que la consommation était un «moteur» du développement, un «nouveau» modèle devrait accentuer la part des exportations et des investissements dans la production des biens exportables.

Selon la théorie économique de la transition, celle-ci doit englober deux générations de réformes, la première qui doit aboutir à établir la stabilité macroéconomique, et la deuxième qui doit permettre de construire des «capacités institutionnelles». Sachant que l'inflation, en 2010, a dépassé 10%, que la monnaie serbe (le dinar) a connu une dépréciation de 25% depuis la fin de 2008, que le chômage est voisin de 20%, que la dette publique, en 2010, a augmenté de 10% par rapport à 2009, nous supposons que la Serbie n'est pas encore passée complètement vers la «seconde» génération des réformes. En effet, le «saut» vers l'étape de la «transition mûre» doit assurer la stabilité macroéconomique, promouvoir une croissance équilibrée et assurer l'accroissement des capacités institutionnelles. Cette étape est en cours, mais elle n'est pas achevée.

C'est pour cela que la Serbie se trouve dans une position très difficile: les élites doivent à la fois contenter les demandes des électeurs (vu que les élections sont prévues pour 2012) et mettre en place la stabilité macroéconomique et les fondements d'un développement soutenable pour l'avenir. Cet ensemble d'objectifs est d'autant plus difficile à atteindre à cause de la situation économique dans les pays voisins, aussi bien que dans les relations avec les partenaires commerciaux les plus importants du pays, comme la Russie ou l'Italie. Les défis importants à relever englobent une forte inflation et une dette rapidement croissante, symptômes qui illustrent la structure fragile du modèle de croissance que la Serbie connaissait jusqu'à la crise. Le seul chemin pour sortir de la crise est en même temps celui qui est le plus difficile: la Serbie doit attirer des investissements étrangers dans le secteur de l'industrie manufacturière, de sorte que la part des exportations dans le PIB soit augmentée.

La présente situation ne devrait pas être étudiée seulement dans le cadre de la reconfiguration du modèle de croissance. L'aptitude à en sortir aura un effet considérable sur le processus d'intégration européenne. Le questionnaire qui a été envoyé au gouvernement serbe par la Commission européenne englobe des questions économiques et des considérations politiques. La qualité et le contenu des réponses conçues par les institutions serbes auront un effet direct sur la rapidité de l'adhésion.

Un certain progrès a été accompli. Par exemple, la loi sur le système budgétaire qui réglemente les contraintes fiscales, a été promulguée. Strictement appliquée, cette Loi pourrait aider à ce que la Serbie obtienne deux avantages: une politique fiscale soutenable et une possibilité de satisfaire les critères de Maastricht. Cette Loi prévoit aussi la création d'un Conseil fiscal qui est une institution ayant obligation de veiller à ce que les contraintes fiscales soient respectées.

L'adhésion à l'UE doit être le résultat de la convergence économique, alors que le fossé le plus large entre la moyenne des performances macroéconomiques européennes et celles de la Serbie se trouve dans le domaine du chômage et de l'inflation. La conduite responsable de la politique socio-économique s'inscrit dans ce qui constitue la référence de base du système économique «européen». La réalité serbe, en revanche, est marquée par un taux de chômage très fort et par l'existence d'un vaste nombre de groupes sociaux défavorisés.

Dans le tab. 1, nous mettons en évidence la dynamique des variables macroéconomiques en Serbie, dans la période allant de 2009 à 2011.

Tableau 1

Les variables macroéconomiques (période de 2009 à 2011)

Variable	Année		
	2009	2010	2011
La croissance du PIB, %	-2,9	1,5	2,7
PIB, mill. EUR	29,967	29,343	30,3
PIB par tête, EUR	4,093	4,016	4,184
Les prix à la consommation, %	6,6	10,3	9,4
L'inflation de base, %	4,1	8,8	
Les exportations, %	-26	10,5	

Variable	Année		
	2009	2010	2011
Les importations, %	-34,7	-0,7	
La production industrielle, %	-17,6	3,2	
Le compte courant, % BDP	-5,7	-9,7	-8,9
Les IDE, % BDP	4,7	3,4	7,3
Le chômage, %	16,6	20	18,8
Les salaires réels, %	-0,1	2	
Les pensions réelles, %	3,3	-4,9	
Les revenus publics, milliers de dinars	624,235,2	661,964,6	724,400
Les dépenses publiques, milliers de dinars	713,208,3	769,700,2	844,900
Les dépenses moins les revenus	-88,973,1	-107,735,6	-120,500
Le déficit budgétaire, % PIB	-3,3	-3,55	-4,1
La dette publique, % PIB	32	40,7	41,5
La dette externe, % PIB	76,1	81,0	85,7
Le taux d'intérêt	9,50	11,50	12
La parité du dinar contre l'euro	93,01	105,5	117,00
La parité du dinar contre le dollar	63,59	79,28	83,49

Source: Bureau des Statistiques de Serbie; Banque nationale de Serbie; Ministère des finances de la Serbie.

L'importance de la relance de l'industrie manufacturière. Depuis le début de la crise, en 2009, le taux de croissance du PIB serbe a été négatif, alors que, en 2010, il n'a pas franchi le seuil de 1,5 pourcent. Selon les prévisions, le taux de croissance du PIB en 2011 ne devrait pas dépasser 2,7 pourcent. La chute du PIB en 2009 a été largement influencée par la forte baisse de la production industrielle de 18 pourcent.

Alors que la production industrielle a faiblement augmenté en 2009, nous doutons que ce secteur puisse reprendre la fonction de «moteur» de la croissance économique en Serbie. Les raisons en sont une faible compétitivité industrielle, un petit afflux des investissements directs étrangers, une relance volatile des partenaires commerciaux, un ensemble de politiques économiques incohérentes. Il faut se rappeler aussi que les barrières administratives sont toujours importantes, ce qui entraîne des effets néfastes pour les investisseurs. Ces derniers sont ainsi encouragés à investir dans le secteur financier ou dans les services. Si une croissance de la production industrielle ne se produit pas, la croissance économique sera à nouveau dépendante de la croissance des secteurs des finances et des services. Dans ce cas, l'économie serbe ne sera plus capable de couvrir le déficit croissant du compte courant de sa balance commerciale. En 2009, il y a eu une baisse de ce déficit, à cause de la chute des importations, ce qui fut plutôt le résultat d'une activité économique ralentie et d'une demande diminuée. Néanmoins, les exportations serbes dépendent largement des importations, et c'est pour cela que nous nous attendons à ce que le déficit commercial augmente dans le cas d'une augmentation de la production industrielle. En revanche, l'expérience des pays en transition démontre que la croissance du secteur industriel conduit à une hausse de sa compétitivité, ce qui implique une hausse du niveau technologique et un taux de croissance des exportations supérieur à celui des importations (fig. 1).

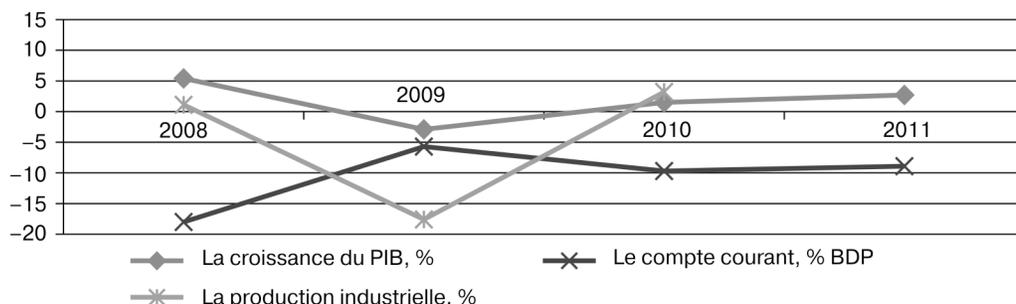


Fig. 1. La production industrielle, le PIB et la balance des paiements (période 2008—2011)

Source: Bureau des Statistiques de Serbie; Banque nationale de Serbie; Ministère des finances de la Serbie

L'emploi et la croissance industrielle. L'effet positif de la croissance industrielle doit se traduire sur le marché du travail. L'industrie a un potentiel d'absorption plus important que celui du secteur des services. La théorie économique montre aussi que la croissance du secteur manufacturier a un effet de positif de contagion, qui implique qu'une hausse de la croissance industrielle de un pourcent aura plus d'impact sur l'accroissement de la demande agrégée que la hausse de un pourcent de la production des secteurs agricole, commercial ou financier. L'augmentation de la demande globale signifie une consommation plus importante et une gamme des produits consommés plus différenciée. La demande ainsi augmentée fait que la croissance industrielle s'étende aux services qui lui sont liés, comme les services financiers ou commerciaux. Le marché du travail doit être étudié dans cette optique. Comme la crise actuelle en Serbie est partiellement causée par une diminution de la demande, nous soutenons qu'une augmentation de la demande qui serait engendrée par la croissance de la production industrielle, devrait avoir un impact sur la hausse de l'emploi.

Comme conséquence de la chute du PIB et de la production industrielle en 2009, le chômage a grimpé à presque 20 pourcent. En l'absence de croissance industrielle, l'emploi ne peut augmenter que dans le secteur public et le secteur des services, dont les potentiels d'absorption sont faibles. En outre, la hausse du nombre de salariés dans le secteur public, laquelle a été sensible notamment depuis 2007, entraîne un ensemble de risques pour la compétitivité et pour la stabilité des finances publiques. A cause de la constellation des élites politiques en 2011, nous attendons non seulement une hausse des dépenses du secteur public, mais aussi une augmentation nominale des pensions et des salaires dans ce secteur (fig. 2).

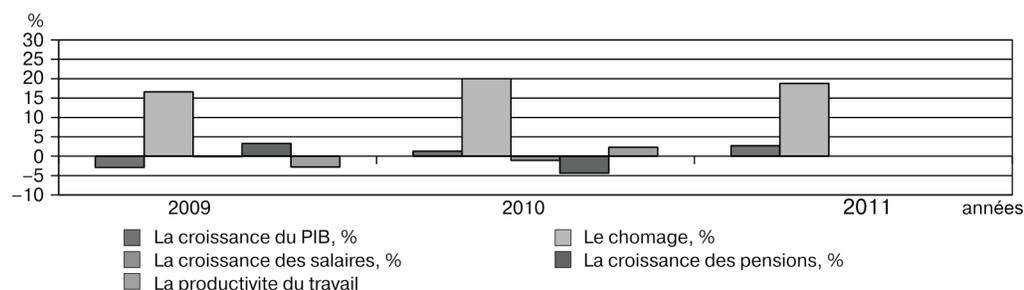


Fig. 2. L'emploi, les salaires, les pensions, la productivité du travail (période 2009—2011)

Source: Bureau des Statistiques de Serbie; Banque nationale de Serbie; Ministère des finances de la Serbie

Les finances publiques. Dans un contexte de déficit du compte courant, d'exportations faibles et de chute de la production industrielle, il y a un risque d'une croissance prolongée de la dette. La dette publique continue à augmenter, alors que le déficit budgétaire prévu pour 2011, a franchi le seuil de 4 pourcent. Les facteurs contribuant à la croissance de la dette et du déficit sont de nature macroéconomique et politique. A cause de la crise, les recettes budgétaires sont modestes et, en même temps, les dépenses augmentent. Par ailleurs, les élections sont traditionnellement, en Serbie, l'occasion d'une forte source d'inflation et d'augmentation de la dette publique. Dans la fig. 3, nous montrons la dynamique de la croissance de la dette publique et de la dette extérieure (sur l'axe de gauche) et la dynamique du déficit budgétaire (sur l'axe de droite).

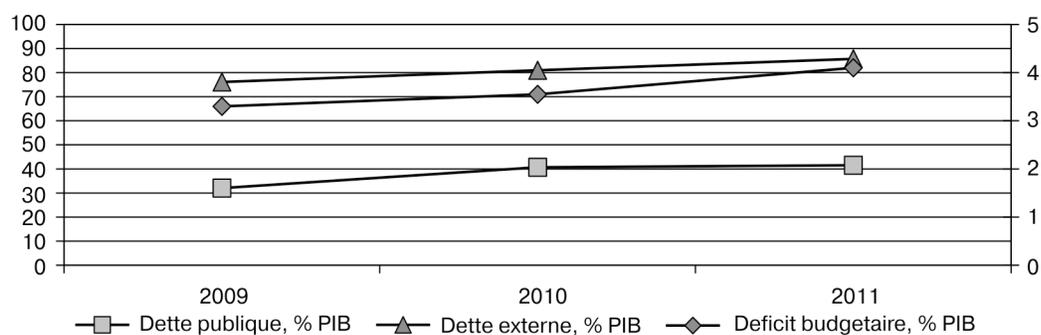


Fig. 3. La dette publique, la dette externe. Le déficit budgétaire. Période entre 2009 et 2011

Source: Bureau des Statistiques de Serbie; Banque nationale de Serbie; Ministère des finances de la Serbie

Les prix. Contrairement aux développements observés dans le reste de l'Europe, la période de la crise en Serbie a été marquée par l'augmentation de l'inflation. Cette hausse est causée par des facteurs internes et externes, dont la dévaluation du dinar et la hausse des prix de la nourriture et du pétrole sont les principaux. La racine de la hausse des prix peut être aussi résulter du dynamisme des agrégats monétaires. La fig. 4 montre la croissance des agrégats M1, M2 et M3, sur l'axe de gauche, alors que les réserves obligatoires des banques déposées auprès de la Banque centrale sont présentées sur l'axe de droite.

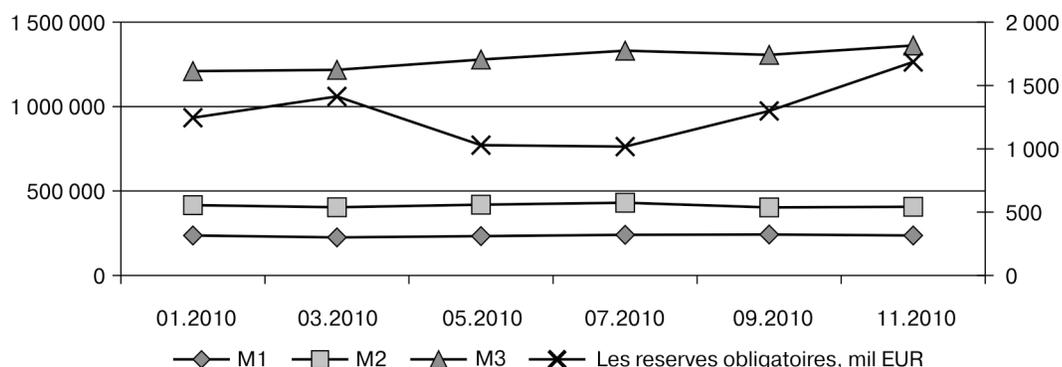


Fig. 4. La masse monétaire et les réserves obligatoires (année 2010) (en milliers d'Euros)

Source: Banque nationale de Serbie

Les prix des produits de base, contrôlés par l'Etat, ont augmenté de 9 pourcent, ce qui a donné une forte impulsion à la hausse du niveau général des prix. La Banque centrale a souvent utilisé ses deux instruments de base, à savoir le taux des réserves obligatoires et le taux d'intérêt, et un instrument indirect, à savoir les interventions sur le marché des devises. Ces instruments n'ont pas donné des résultats convaincants, ou bien ils ont pu seulement assouplir les pressions inflationnistes très fortes, ce à cause de quoi la Serbie a connu la plus haute inflation en Europe en 2010. Le fort taux d'intérêt et les forts taux des réserves obligatoires font que les conditions du crédit sont très défavorables, ce qui, couplé à la hausse de l'inflation et à la perte de valeur du dinar, fait baisser le niveau d'activité et la liquidité des entreprises. A cause des élections prévues pour 2012, nous avons peur que la tendance à la hausse de l'inflation puisse continuer en 2011. La Banque centrale a choisi une politique de ciblage d'inflation autour de $4,5\% \pm 1,5\%$. Pourtant, la hausse des prix, en 2011, a déjà dépassé le seuil de 5 pourcent, ce qui va sûrement remettre en question le niveau de la cible d'inflation (fig. 5).

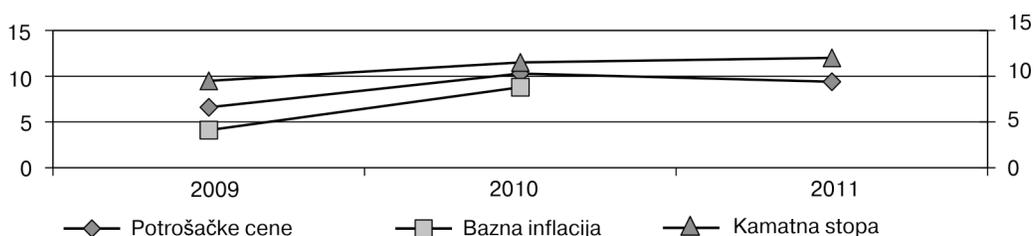


Fig. 5. L'évolution des prix en Serbie (période 2009—2011)

Source: Ministère des finances de Serbie

L'évolution des investissements directs étrangers (IDE). Les IDE en 2009 et en 2010 ont connu une forte chute. Ce résultat est causé par le dynamisme macroéconomique très négatif dans cette période, mais aussi par la détérioration (ou la stagnation) de la situation économique générale en Serbie. Selon l'étude de «Doing Business», produite par la Banque mondiale, la Serbie est 89^{ième} du classement, alors que, selon l'étude «Les libertés économiques dans le monde», publiée par la «Heritage Foundation», la Serbie est au 101^{ième} rang. La corruption constitue un grand problème, et selon l'indice de perception de la corruption, de «Transparency International», la Serbie occupe la 78^{ième} place. La situation de la Serbie sur ces listes indique effectivement une chute relative, car les pays avec lesquels la Serbie est en compétition pour attirer les IDE, comme la Roumanie ou la Croatie, connaissent une amélioration plus importante de leur classement sur toutes les listes considérées.

Un autre problème est que la part des investissements de type «greenfield» est restée faible, depuis le début de la transition. C'est une conséquence du niveau élevé de la corruption, de l'instabilité macroéconomique et de la législation contestable sur les droits de propriété. La corruption et la «mauvaise gouvernance» entraînent au moins trois conséquences. Non seulement, la forte corruption fait baisser la quantité des IDE, mais elle a aussi pour effet que ces investissements sont d'un niveau technique plus faible qu'antérieurement. La deuxième implication majeure est que la corruption couplée avec la question des droits de propriété et l'insécurité en matière de biens immobiliers représente une barrière significative pour les investisseurs de taille petite ou moyenne. La troisième conséquence du niveau élevé de la corruption en Serbie, a pour effet que la quantité

totale des investissements n'est accueillie que dans un nombre limité de centres administratifs, comme Novi Sad et Belgrade. Pour ces raisons, un élargissement continu des différences régionales est tout à fait probable.

Le processus d'intégration européenne. Les progrès dans l'intégration européenne, au cours de la période de 2008 à 2011, coïncident avec le ralentissement économique en Europe. Depuis janvier 2009, la Serbie a commencé une mise en œuvre unilatérale de l'Accord de stabilisation et d'association (ASS) avec l'Union européenne, tandis que, la même année, elle a officiellement soumis sa candidature d'adhésion à l'UE. Pour que l'ASS soit activé, il doit être ratifié par tous les 27 pays membres de l'UE, dont 17 l'ont fait jusqu'ici. Une contrainte supplémentaire est la «fatigue», en matière d'élargissement, des pays membres de l'Union européenne, «fatigue» représentée par la réticence de l'UE à continuer à s'élargir sans réformes structurelles.

En outre, les crises de la dette publique peuvent ralentir l'entrée de la Serbie dans l'Union européenne, en raison de la pression financière croissante sur les membres les plus riches. La zone euro est chargée des difficultés rencontrées par certains pays — le Portugal, la Grèce, l'Irlande — pour répondre aux critères de convergence relatifs à la dette publique et au déficit budgétaire. Pour cette raison, les principaux pays de la zone euro — la France et l'Allemagne — ont l'obligation d'aider les membres les plus «pauvres». En revanche, comme la relance économique en Europe reste anémique, les membres de l'Union se sont mis d'accord pour lancer un stimulus financier ambitieux. Ce stimulus couplé à l'aide à des membres «pauvres» de la zone euro, représente un lourd fardeau pour toute l'UE.

La Serbie pourrait souffrir d'au moins deux conséquences de ce développement. La première est que la Serbie doit anticiper l'arrivée de moins d'IDE dans la période à venir. La seconde est que les faiblesses intérieures de l'UE repousseront la date de l'adhésion de la Serbie, et, ce faisant, elles écarteront ce pays des fonds de préadhésion. Par ailleurs, le ralentissement de l'accession de la Serbie peut avoir de graves conséquences politiques et économiques, d'un côté, à cause d'une aide moindre de l'UE, et, de l'autre côté, à cause du freinage de la restructuration institutionnelle.

ПЕРСПЕКТИВЫ ВСТУПЛЕНИЯ СЕРБИИ В ЕВРОСОЮЗ В КОНТЕКСТЕ КРИЗИСА

С. Редзепажик, М. Данон, Й. Зафировски

Университет Ниццы София Антиполис

Кампус Сан-Анжели 1, ул. Дьябль Бле, 24, Ницца, Франция, 06300

Проводится анализ ситуации в Сербии в результате влияния мирового финансово-экономического кризиса, который зародился в США и распространился на страны Европы. Необходимо учитывать тот факт, что Сербия, как и другие страны Восточной Европы, намерена развивать экономические, финансовые и политические отношения со странами Европейского союза (ЕС), в который Сербия намерена вступить в течение ближайших лет.

В статье последовательно анализируются следующие вопросы: воздействие мирового кризиса на экономику Сербии, его последствия для процесса европейской интеграции, важность развития промышленного производства и его влияние на уровень занятости в стране и на уровень и темпы промышленного роста, на государственные финансы, уровень цен и масштабы прямых иностранных инвестиций.

Ключевые слова: Сербия, ЕС, кризис, интеграция.